

TABLE DES MATIÈRES

<u>SOMMAIRE</u>	III
<u>LISTE DES ABRÉVIATIONS</u>	V
<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>§ 1. Délimitation du sujet et précisions terminologiques</u>	9
<u>A. En quête d’une définition du terme « droit international » au sens de l’étude</u>	15
<u>B. La « Constitution » comme corps des normes constitutionnelles de contrôle</u>	21
<u>C. La notion de « loi », une conception formelle</u>	30
<u>§ 2. Identification de la problématique</u>	34
<u>§ 3. Intérêt de l’étude</u>	39
<u>§ 4. Méthodologie et méthodes</u>	48
<u>§ 5. Plan de l’étude</u>	53
 <u>PREMIÈRE PARTIE. LES NORMES DE RÉFÉRENCE, ÉLÉMENTS D’UN</u>	
<u>« DROIT SUPÉRIEUR »</u>	57
 <u>Titre 1. L’essence supérieure des normes de référence</u>	63
<u>Chapitre 1. En quête d’un fondement juridico-théorique de la supériorité des normes de</u>	
<u>référence</u>	67
<u>Section 1. Les mots, sources d’une confusion conceptuelle</u>	69
<u>§ 1. Le brouillage engendré par l’emploi peu clair des mots au Luxembourg</u>	70
<u>§ 2. À la recherche du sens des mots « supériorité », « suprématie » et « primauté »</u> ...	74
<u>Section 2. La nécessité de fonder méthodologiquement le phénomène de l’essence</u>	
<u>supérieure de certaines normes</u>	79
<u>Section 3. L’impasse des théories « classiques » de la hiérarchie des normes</u>	83
<u>Section 4. Pour une théorie des hiérarchies multiples des normes</u>	93

Chapitre 2. La règle de primauté « radicale » du droit international <i>reconnue</i> par le juge	99
<u>α. La distinction nécessaire entre la perspective externe et la perspective interne</u>	101
<u>β. La distinction nécessaire des sources juridiques pertinentes</u>	105
<u>γ. L'incidence des relations internationales du Luxembourg avec la Communauté internationale</u>	107
Section 1. La Constitution, source de la règle de primauté du droit international	112
<u>§ 1. Le silence constitutionnel</u>	113
<u>§ 2. Une règle de hiérarchie inhérente à la Constitution</u>	118
A. L'impasse des réflexions sur l'article 95ter de la Constitution	118
B. L'opposition manquée de l'article 113 de la Constitution	120
C. La consécration implicite par les articles 37 et 49bis de la Constitution	121
Section 2. La reconnaissance jurisprudentielle de la règle de primauté du droit international	126
<u>§ 1. La primauté des normes internationales sur la loi</u>	127
A. La reconnaissance entre 1872 et 1917	128
B. La contextualisation des arrêts de 1919, 1934 et 1947	132
C. La jurisprudence constante depuis 1950	134
<u>§ 2. La primauté du droit international sur la Constitution</u>	138
Chapitre 3. La Constitution, loi supérieure par la garantie de son respect	143
Section 1. Loi supérieure en raison de ses fonctions	146
Section 2. Les hésitations à l'égard de l'introduction d'un contrôle de constitutionnalité	152
<u>§ 1. Le poids de la tradition légicentriste</u>	154
<u>§ 2. Analyse critique des arguments avancés contre le contrôle juridictionnel de constitutionnalité</u>	159
A. L'inopposabilité du principe de la séparation des pouvoirs	160
B. L'inefficacité de l'article 237 du Code pénal et l'inapplicabilité de l'article 5 du Code civil	162
C. L'interprétation incohérente de l'article 95, phrase 1 ^{ère} , de la Constitution	165
D. L'argument peu convaincant d'une meilleure protection à travers le droit international et européen	167
Section 3. La revalorisation de la Constitution à travers le contrôle des lois	169

Titre 2. Les relations entre les normes de référence au sein du « droit supérieur »	177
Chapitre 1. Les exigences constitutionnelles à l'égard de l'application des traités internationaux	181
Section 1. L'entrée en vigueur du droit international dans l'ordre interne	182
§ 1. La distinction nécessaire entre la « validité en droit international » et la « validité en droit interne »	183
§ 2. La terminologie appropriée dans un État de tradition moniste	185
§ 3. Les exigences constitutionnelles à l'égard de l'entrée en vigueur	186
Section 2. Les effets des normes internationales entrées en vigueur dans le droit interne	187
§ 1. Les formes de l'application des normes internationales	188
§ 2. Les effets juridiques de l'application	189
A. L'existence d'une norme internationale non-contraignante	190
B. L'applicabilité directe	191
C. L'invocabilité (effet direct)	193
Chapitre 2. Le droit international comme obstacle au déclenchement du contrôle de constitutionnalité	201
Section 1. La « nécessité » du contrôle de constitutionnalité, inscrite dans l'article 6 de la loi de 1997	202
§ 1. La définition du concept de « nécessité » par le juge ordinaire	203
§ 2. La nécessité d'une saisine de la Cour constitutionnelle, malgré l'application du droit international	209
Section 2. Le droit d'être jugé dans un délai raisonnable et la saisine de la Cour constitutionnelle	215
§ 1. L'introduction contra legem contestable d'une dispense de l'obligation de saisir la Cour constitutionnelle	217
§ 2. L'insuffisance du constat d'un « simple » risque de violation de la CEDH pour refuser la saisine de la Cour constitutionnelle	220
§ 3. L'inexistence du risque présumé en l'espèce	222
§ 4. Une violation de la CEDH ignorée	225

<u>Chapitre 3. La Constitution luxembourgeoise et les « droits naturels »</u>	229
<u>Section 1. La querelle « éternelle » entre jusnaturalisme et positivisme juridique</u>	232
<u>§ 1. L'opposition classique du jusnaturalisme au positivisme : les enjeux théoriques</u> ..	233
<u>§ 2. Une conception du droit peu claire en doctrine luxembourgeoise</u>	236
<u>§ 3. L'insaisissabilité d'un concept subjectif et le risque d'arbitraire</u>	239
<u>Section 2. Les « droits naturels » de l'article 11 de la Constitution : un concept du positivisme juridique</u>	242
<u>§ 1. La jurisprudence ambiguë de la Cour constitutionnelle et du juge ordinaire</u>	242
<u>§ 2. Les « droits naturels », utilisés par la doctrine comme synonyme de « droits de l'homme »</u>	250
<u>Conclusion de la première partie</u>	255
 <u>DEUXIÈME PARTIE. LE HAUT DEGRÉ DE CONVERGENCE ENTRE LES DEUX CONTRÔLES</u>	257
 <u>Titre 1. La nature similaire des deux contrôles</u>	259
<u>Chapitre 1. Le contrôle diffus de conventionnalité et le caractère hybride du contrôle de constitutionnalité</u>	261
<u>Section 1. La saisine d'un juge constitutionnel spéciale exerçant un contrôle concentré</u> ..	261
<u>Section 2. Une solution pragmatique et efficiente</u>	263
<u>Section 3. Le déroulement de la procédure devant la Cour constitutionnelle</u>	266
<u>Chapitre 2. Du caractère indéfini du contrôle de constitutionnalité : Contrôle abstrait et/ou contrôle concret</u>	273
<u>Section 1. La contextualisation théorique des concepts de « contrôle concret » et de « contrôle abstrait »</u>	282
<u>Section 2. Le caractère concret du contrôle de constitutionnalité, indiqué par les textes juridiques</u>	291
<u>§ 1. Le cadre constitutionnel posé par l'article 95ter de la Constitution</u>	291
<u>§ 2. La loi complétive de 1997</u>	292
<u>A. Le cadre du déclenchement selon les articles 6 et 7 de la loi de 1997</u>	292
<u>B. L'absence d'incidence de l'exigence de précision, posée par l'article 8 de la Loi de 1997, sur une classification</u>	293
<u>C. L'incidence des effets juridiques de l'arrêt préjudiciel inter partes</u>	295
<u>Section 3. Un positionnement ambigu de la Cour constitutionnelle</u>	296
<u>§ 1. L'approche parfois strictement abstraite</u>	297
<u>§ 2. L'approche généralement concrète</u>	303

<u>Chapitre 3. Les effets similaires des deux contrôles</u>	311
<u>Section 1. Les effets « directs » <i>inter partes</i></u>	312
<u>Section 2. Les effets « indirects »</u>	319
<u>§ 1. Le déclenchement de la responsabilité de l'État du fait du législateur</u>	320
<u>§ 2. Le défaut d'effets sur les autorités administratives, exception faite des décisions déclarant une contrariété au droit européen</u>	323
<u>§ 3. La réception des actes juridictionnels par le législateur</u>	325
<u>Titre 2. L'articulation et l'étendue des deux contrôles : Les convergences l'emportent</u>	329
<u>Chapitre 1. La répartition des compétences stricte, mais perméable</u>	333
<u>Section 1. Le spectre d'une jurisprudence divergente et ses vrais risques</u>	334
<u>§ 1. Le dialogue (difficile) entre la Cour constitutionnelle et les autres juridictions luxembourgeoises</u>	335
<u>§ 2. L'intensification des divergences en raison d'un cadre normatif différent</u>	337
<u>Section 2. Analyse critique des deux cadres référentiels strictement séparés</u>	341
<u>§ 1. Le refus du juge ordinaire de contrôler la constitutionnalité des lois</u>	342
<u>§ 2. Le refus du juge constitutionnel de contrôler la conventionnalité des lois</u>	343
<u>Section 3. L'accès du juge aux « autres » normes de références</u>	347
<u>§ 1. Le juge ordinaire, gardien de la Constitution</u>	351
<u>A. L'interprétation des normes constitutionnelles par le juge ordinaire</u>	351
<u>B. La marge de manœuvre ouverte par le terme « estimer », contenu dans article 6 de la loi de 1997</u>	354
<u>§ 2. Le juge constitutionnel face aux normes internationales</u>	358
<u>Chapitre 2. Les conditions de recevabilité : les difficultés engendrées par une procédure préjudicielle</u>	363
<u>Section 1. La conception distincte du contrôle juridictionnel de la loi en fonction de la procédure à suivre</u>	365
<u>Section 2. L'exigence d'indiquer avec précision les normes de référence et les normes contrôlées, l'article 8 de la loi de 1997</u>	371
<u>§ 1. À la recherche du sens et de la portée de l'article 8 de la loi de 1997</u>	374
<u>A. Des travaux préparatoires peu révélateurs</u>	378
<u>B. Une interprétation autonome et indépendante du renvoi préjudiciel devant la CJUE</u>	380
<u>C. En quête d'un équilibre entre l'effectivité du renvoi préjudiciel et la répartition des attributions</u>	382
<u>§ 2. L'application de la condition de précision par le juge constitutionnel</u>	385
<u>A. Les questions préjudicielles défaillantes incorrigibles</u>	386
<u>B. La possibilité « d'ajuster » une question</u>	389

C. Le refus du juge constitutionnel de procéder à un contrôle systématique	397
Conclusion de la deuxième partie	409
CONCLUSION GÉNÉRALE	411
BIBLIOGRAPHIE ALPHABÉTIQUE	421
1. Manuels, traités et ouvrages	421
2. Monographies, thèses et études	432
3. Contributions, ouvrages collectifs et mélanges	437
4. Notes et observations sous arrêt	474
5. Rapports et avis	476
6. Articles journalistiques	479
7. Travaux préparatoires	481
TABLE DE JURISPRUDENCE LUXEMBOURGEOISE	489
TABLE DES MATIÈRES	503